

Séminaire histoire de l'Institut de la Fsu.

Réunion du 12 mars 2002

<p>UNITE ET ACTION FACE AU POLITIQUE DE 1967 A 1992 Raphaël Szajnfeld</p>
--

D'abord une remarque : j'aurais souhaité que, comme pour notre séance de travail du 2 octobre dernier ce soit un regard extérieur à Unité et Action qui ouvre le débat. Cela n'a pas été possible. J'ai donc accepté de me livrer à cet exercice, avec le risque évidemment, puisque j'ai été un des responsables de la tendance Unité et Action dans les années 70 et surtout 80, de ne pas avoir toujours la distance critique nécessaire pour un exposé objectif. Je compte donc sur la vigilance de tous pour apporter les précisions voire les corrections que vous jugerez utiles. J'en profite pour remercier René Mouriaux et Alfred Sorel dont les conseils, les remarques, les suggestions m'ont été extrêmement précieux.

L'exposé de Laurent Frajerman, le 2 octobre dernier, portait sur la période allant de la scission de 1948 au milieu des années 60. Il donnait du "courant unitaire" de la Fen, pour reprendre son expression, une image fortement marquée, surtout dans le premier degré, par ses liens étroits avec le Parti communiste français. La discussion et les différents témoignages, tout en confirmant l'existence de tels liens, ont montré que la démarche des "unitaires", y compris des membres ou sympathisants du PCF, était essentiellement syndicale : sinon, on ne comprendrait pas que leur influence, qui avait commencé par baisser dans les années qui ont suivi la scission, passe progressivement de 16,5% au Congrès Fen de 1953 à 33% au Congrès Fen de 1971, que le nombre de sections départementales qui se donnent une orientation Unité et action soit passé de 4 ou 5 au début des années 50, à 27 à la fin des années 60, que leur influence progresse dans la plupart des syndicats de la Fen au point de devenir majoritaire dans plusieurs syndicats nationaux.

En tout cas, la période dont je traite – 1967 à la fin des années 1980 – ne peut pas être traitée sous l'angle choisi par Laurent Frajerman. Elle est en effet marquée par "l'autonomisation" des "Unitaires", en rupture donc avec certaines pratiques des deux décennies précédentes, et par la construction progressive d'une pensée fédérale Unité et action.

1967-1970 : LE TEMPS DES RUPTURES

Trois évènements en effet interviennent qui vont modifier profondément la donne.

1°) Les changements d'orientation intervenus dès 1967 dans le Snes, puis, en 1969 au Snep et au Snesup.

Ces changements traduisaient à la fois un désaveu de la ligne – pas toujours syndicale, je pense au Snesup- défendue par les directions battues, et l'écho rencontré par les propositions des "unitaires".

Certes des militants "unitaires" de ces syndicats assumaient déjà des responsabilités syndicales importantes dans des sections locales, départementales ou académiques. Mais ils se situaient en opposition à la direction nationale de leur syndicat. Ils deviennent des dirigeants

nationaux de ces syndicats et évidemment cela impose des comportements nouveaux, rassembleurs, parce qu'ils doivent désormais parler au nom de toute une profession.

Pour les "unitaires" des autres syndicats cela va constituer un encouragement et un point d'appui considérable. D'ailleurs au début des années 70, deux autres syndicats le Sncs – les chercheurs - et le Snpen, - les professeurs d'Ecoles normales -, vont également se donner une direction "unitaire".

Pour les dirigeants de la Fen ce sera un véritable séisme. Et même si, à l'époque, la majorité fédérale n'est pas menacée, des mesures vont être prises pour éviter la contagion et " resserrer les boulons".

2°) La décision des diverses composantes d'Unité et action de s'organiser en tendance fédérale.

Dans la période traitée par Frajerman il n'y avait pas, au niveau national, de tendance fédérale. Il y avait des tendances "unitaires" organisées dans certains syndicats de la Fen, il y avait quelques sections départementales qui s'étaient donné une direction "unitaire". Mais ces militants ne se rencontraient qu'à l'occasion du Congrès de la Fen, annuel à l'époque, et pendant près de vingt ans, par principe, ne se concertaient même pas avant les Congrès . Je n'ai pour ma part, mais si je me trompe vous me corrigerez, retrouvé les traces d'une préparation collective des textes présentés pour le Congrès de la Fen qu'à partir de 1966.

Les réticences venaient essentiellement des instituteurs qui ont longtemps été hostiles à la structuration en tendances dans le Sni, pour la plupart par refus de diviser les personnels sur des bases idéologiques ou politiques, pour certains par transposition au syndicat des règles de vie en vigueur dans le Parti communiste.

Les changements intervenus au Snec, au Snep, au Snesup, où les "unitaires" étaient organisés en tendance, amènent évidemment à réfléchir. Et à la fin des années 60, le courant de pensée se structure au niveau national, dans le Sni , ce qui va favoriser de nouveaux progrès de son influence, et au plan fédéral.

Des mesures d'organisation se mettent progressivement en place :

- réunions périodiques des militants qui se reconnaissent dans Unité et action et qui ont des responsabilités dans leur syndicat ou dans la Fédération, pour échanger leurs informations et leurs analyses, pour débattre de propositions ;
- préparation systématique des instances nationales de la Fédération – Commission administrative, Congrès – pour définir des attitudes communes ;
- établissement d'un réseau de militants nationaux et départementaux, recevant périodiquement par circulaire des informations et des propositions et sollicités pour faire part de leurs réactions ;
- mise en place de structures de travail calquées sur les commissions de la Fen pour étudier les grands dossiers fédéraux : éducation, fonction publique, laïcité, paix et libertés,...
- mise en place d'un secrétariat national chargé d'animer toute cette activité et qui finira par se réunir chaque semaine.

C'est à dire que l'on est passé de l'absence de tendance fédérale qui était la réalité des années 50 et 60 – et qui impliquait de fait que les contacts aient lieu, en tout cas pour certains, dans un autre cadre - à une structuration permanente.

3°) La création d'une revue nationale, fédérale, Unité et action, dont le premier numéro paraît en octobre 1970 et dont le Comité de rédaction est composé des membres titulaires et suppléants à la commission administrative nationale de la Fen.

Cette revue, qui aura jusqu'à 6000 abonnés, est conçue à la fois comme un lieu de débat pour élaborer les positions d'Unité et action et comme un moyen de populariser ces positions. Ainsi par exemple, le numéro 1 d'octobre 1970 comporte une " *contribution à l'élaboration d'une doctrine fédérale sur la formation des maîtres*", signée Daniel Renard du Sni, de Jean Petite du Snes, de Guy Odent du Snesup, de Jean Haremza du Snpn, de Marcel Berge du Snep, qui posait déjà les bases de la position fédérale d'Unité et action sur cette question, et qui appelait au débat

Cette revue va en même temps servir de support – par l'édition de suppléments ou de brochures – à l'expression des collectifs minoritaires Unité et action de certains syndicats nationaux. C'est le cas de façon régulière pour ua- sni, et de façon plus épisodique pour d'autres collectifs unité et action dans le Snetaa, dans le Snau, dans le Snien...

Dans ce cadre, nouveau par rapport à la période précédente, où tout est débattu et apparaît au grand jour, quel va être le poids du politique, des opinions politiques des militants syndicalistes qui se retrouvent dans Unité et action ?

S'agissant des dossiers revendicatifs qui sont au cœur des préoccupations des personnels et qui constituent l'essentiel de l'activité syndicale – projets éducatifs, rémunérations, emploi...etc...l'autonomie du courant de pensée va s'imposer d'emblée. Les clivages au sein d'Unité et action – quand il y en a – ne seront pas politiques, mais catégoriels, liés à la diversité des situations, des métiers, des cultures syndicales. Le débat interne va permettre dans la quasi totalité des cas de dépasser ces clivages et de trouver des formulations de synthèse .

Quant aux clivages avec la majorité fédérale sur ces questions, ils sont pour une part, là aussi, catégoriels et pour une autre part liés aux différences d'orientation syndicale et de conception du fédéralisme. Ces différences, ces divergences parfois – normales dans une fédération par nature plurielle- auraient pu elles aussi être surmontées par le débat interne. Mais la volonté hégémonique du Sni-pegc et le fait que les syndicats nationaux à direction Unité et action étaient écartés des centres de décision, rigidifiaient les positions et faisaient obstacle à la construction de consensus.

S'agissant des "questions générales " - échéances électorales, programmes politiques, situation internationale... - les idées, les choix politiques des militants qui constituent Unité et action vont bien évidemment peser, je ne vois pas d'ailleurs comment on aurait pu l'éviter. Il y aura même chez certains militants, tentation de transposer au plan syndical les positions du parti politique dont ils sont membres. Mais comme Unité et action est divers et qu'il veille à cette diversité, et comme dans toutes les structures Unité et action on travaille "au consensus", chacun est bien obligé d'écouter les autres et de faire effort pour aboutir à des positions susceptibles de faire l'accord de tous.

Alors certes, à l'époque, les membres ou sympathisants du Parti communiste sont nombreux dans les structures Unité et action ; et on peut donc se demander si la pression du nombre ne jouait pas de façon prépondérante en faveur de leurs thèses. Mais d'une part les non-communistes ont toujours veillé, et c'est tant mieux pour tout le monde, à défendre avec énergie leur point de vue ; et d'autre part plus les années passent et plus la "pensée unique " des communistes, dont parlait Frajerman, fait place à une diversité de points de vue qui constituent autant d'enrichissements pour le courant de pensée.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu parfois, au Parti communiste et peut-être aussi ailleurs, tentation et même tentative de s'ingérer dans les choix d'unité et action et, ou, de ses différentes composantes. J'ai eu l'occasion à une précédente réunion d'en donner quelques exemples concernant la Seine Saint Denis et jusque dans les années 1980. Je sais que d'autres départements ont connu des tentatives de même nature. Au niveau national on se souvient particulièrement de l'expression de Pierre Juquin, rapportée par Harris et Sedouy dans leur "voyage à l'intérieur du Parti communiste" qui, prenant ses désirs pour des réalités, affirmait que le Parti Communiste "dirigeait" le Snes ce qui allait entraîner un démenti cinglant de la part des dirigeants de ce syndicat . Mais les règles de vie de la tendance ont, au niveau national et pour la période dont je traite, toujours permis de résister à ces tentatives et presque toujours au niveau départemental.

Je précise enfin que les interventions du courant de pensée Unité et action sur le terrain politique, national ou international, ne relevaient pas d'une volonté "a priori" du courant de pensée. Quand il s'agissait de questions qui risquaient de diviser le courant de pensée, la tentation c'était même de ne rien dire et de s'ancrer dans la glaise des revendications. Mais la Fen était à l'époque non seulement la première fédération de l'enseignement et de la Fonction publique d'Etat, non seulement elle s'était hissée au niveau d'une Confédération, mais de plus elle tenait une place particulière sur l'échiquier politique : en 1958, elle avait eu le courage politique d'appeler à voter non au référendum sur la Constitution de la Vè République, alors même que le Parti socialiste SFIO et le Parti radical appelaient à voter oui ; le Pcf et le Ps se rencontraient dans le cadre du Cnal bien avant de se mettre d'accord sur un programme commun ; les liens de la Fen avec la Ligue des droits de l'homme la conduisaient à intervenir fortement sur la question des droits et des libertés, notamment dans les pays de l'Est. La Fen était donc amenée, et beaucoup plus que d'autres organisations syndicales, à s'exprimer sur de grandes questions de société et sur des questions à caractère politique, au sens noble du terme. Unité et action était donc conduit à intervenir sur ce terrain, même quand il aurait préféré s'abstenir.

Toutes ces considérations font que, s'agissant des années 70 et 80, il m'est apparu ni possible ni souhaitable de traiter le thème de ce séminaire comme l'a fait Frajerman pour la période précédente, sous l'angle de la dépendance par rapport au Parti communiste.

Mon angle d'attaque, ce sera de montrer le positionnement d'Unité et action face aux grands évènements politiques, en France et dans le monde.

Mes sources, ce sont les comptes-rendus des réunions des Commissions administratives nationales de la Fen, les textes et les débats de Congrès, tels qu'ils sont publiés par la revue de la Fen, " l'Enseignement public" et bien entendu, la revue " Unité et action" .

Je traiterai successivement :

- Unité et action face aux échéances électorales et aux programmes politiques, en distinguant trois périodes, les dernières années du Gaullisme , la droite au Pouvoir après de Gaulle, et puis les années Mitterrand .
- Unité et action et la construction européenne ;
- Unité et action et les grands évènements internationaux : paix, désarmement, pays de l'Est ;

D'autres questions auraient sans doute mérité d'être traitées, et notamment les relations entre Unité et action et la Cgt. Mais il faut savoir se limiter.

UNITE ET ACTION FACE AUX ECHEANCES ET AUX PROGRAMMES POLITIQUES

Les dernières années du Pouvoir Gaulliste.

Je ne parlerai pas ici du mouvement social de 1968 . Avec la grande masse des personnels, les structures syndicales animées par Unité et action, comme la Fen elle-même d'ailleurs, à sa manière, y ont tenu toute leur place.

Ce que je veux évoquer ce sont les suites politiques de ce mouvement.

Dans l'opposition parlementaire de l'époque, on s'en souvient, deux thèses s'affrontaient, qui trouvaient chacune des relais dans le mouvement syndical :

- il y avait celle du PCF, alors première force politique à gauche, avec 22,5% des voix aux législatives de mars 1967, et 72 députés, qui estimait que la seule alternative politique au Pouvoir gaulliste était un Gouvernement d'union de la gauche, sur la base d'un programme défini en commun et prenant notamment en compte les revendications des travailleurs, toujours en lutte après Grenelle ;
- il y avait celle de la Fédération de la Gauche Démocratique et Sociale, présidée par François Mitterrand, qui avait rassemblé 19,3% des suffrages en 1967 et disposait de 119 députés à l'Assemblée nationale et qui écartait explicitement cette solution au profit d'un gouvernement dit de "réconciliation nationale" autour d'un homme comme Pierre Mendès -France.

La Cfdt soutiendra ouvertement cette alternative. Dans une conférence de presse tenue le 29 mai 1968, Eugène Descamps, alors secrétaire général de la Cfdt, rejette la solution "Union de la gauche" et voit dans Pierre Mendès-France un Premier ministre possible et souhaitable.

La Cgt soutiendra, ouvertement elle aussi, la position préconisée par le Parti communiste.

La Fen, à ma connaissance ne s'exprimera pas publiquement sur cette question. Mais elle était, avec la Cfdt et Fo au rassemblement organisé par l'Unef le 27 mai au stade Charletty à Paris, qui verra nombre d'intervenants à la tribune et des participants, accuser la Cgt et le Pcf de trahison et où la présence de P. Mendès-France n'était pas seulement une coïncidence. Peut-être d'ailleurs la Fen s'est-elle fait piéger : Astre qui y parlait au nom de la Fédération pourrait peut-être nous éclairer.

Quant à Unité et action–Fen, il n'a pas les moyens à l'époque de s'exprimer publiquement. Mais les forces syndicales qu'il anime participeront, le 29 mai, aux manifestations organisées

dans toute la France par la Cgt, - les autres organisations ayant décliné sa proposition d'une prise en charge commune - pour les revendications certes, mais aussi pour une alternative politique à gauche. Le mot d'ordre "Gouvernement populaire" y est massivement repris. Je signale que Georges Lauré, qui fut pendant dix ans secrétaire général de la Fen, avant Marangé, et qui démissionnera à la rentrée 1966 pour souligner les risques que représentait pour la Fédération l'hégémonie du Sni, a rejoint cette manifestation et a défilé en tête, aux côtés de Georges Seguy. Certes, il n'y représentait pas la Fen, il y était à titre personnel, mais le fait est suffisamment significatif pour être rapporté, d'autant plus qu'il a échappé à la plupart des observateurs.

Unité et action reste de ce point de vue dans le droit fil de ses positions antérieures : au Congrès Fen de 1967, la déclaration des "Unitaires", présentée cette fois par 5 sections départementales et 24 membres de la CA nationale de la Fen – elle ne s'appelle pas encore Unité et action – souhaite *"que les partis soutenant le Comité national d'action laïque – il s'agit du Pcf, de la Fgds, du Psu – se donnent avec un programme commun le seul moyen de prendre ensemble les responsabilités qui leur reviennent pour établir la vraie démocratie par laquelle doit être remplacé l'actuel pouvoir personnel."*

C'est cette solution qui, quelques années plus tard, finira par prévaloir.

Le Général de Gaulle, après avoir annoncé le 24 mai un référendum-plébiscite sur la participation, affirmera le 30 mai, après la mise en scène de sa "disparition" et une heure avant la fameuse manifestation des ses partisans aux Champs-Élysées, dans un discours radio-télévisé qui sera très écouté, notamment dans les établissements d'enseignement en grève, sa détermination à rester à son poste et à garder son Premier Ministre, et sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale, provoquant ainsi de nouvelles élections législatives.

Ces élections auront lieu fin juin 1968, à un moment où dans la plupart des entreprises la grève est terminée. Elles donneront la victoire à la droite qui disposera dans la nouvelle assemblée d'une majorité inégalée avec 3 députés sur 4. Le Pcf recueillera 20% des suffrages exprimés et perdra 39 sièges. La Fgds en recueillera 16,6% et perdra 61 sièges.

La Fen, et en son sein Unité et action – comme l'ensemble du mouvement syndical d'ailleurs - prendra acte de ces résultats et s'efforcera, non sans succès, de faire avancer les dossiers revendicatifs.

Nouvelle intrusion dans le champ du politique avec le référendum organisé par le Général de Gaulle le 27 avril 1969 sur la fusion du Sénat et du Conseil économique et social pour former une Assemblée composée à la fois de politiques et de socio-professionnels – y compris donc de syndicalistes – et sur la création d'Assemblées comparables au niveau des Régions.

La Fen unanime – comme d'ailleurs toutes les Confédérations – caractérisera ce projet comme une tentative d'intégrer le syndicalisme à l'Etat et appellera à voter non au référendum dont elle dénoncera le caractère plébiscitaire. Le "non" l'emportera avec 54,5% des suffrages exprimés. Dès le lendemain De Gaulle – qui a été lâché par une partie de sa majorité parlementaire – démissionnera. L'élection présidentielle aura lieu en juin.

Devant les difficultés à gauche pour s'unir, la Fen " se mouillera". Le 5 mai 1969, dans un communiqué, elle invitera *" toutes les organisations politiques qui avaient en 1965 apporté leur soutien au candidat unique de la gauche à surmonter leurs divergences pour offrir au*

pays sur cette base l'ouverture vers une authentique politique de rechange, démocratique et progressiste."

Unité et action appuiera cette démarche mais regrettera :

- 1°) que la Fen n'ait pas cherché à élaborer avec la Cgt et la Cfdt, une plate-forme revendicative commune susceptible de peser sur un programme commun aux forces politiques de gauche ;
- 2°) qu'elle soit restée silencieuse sur la candidature Poher, risquant ainsi de laisser croire qu'elle pouvait être une alternative au Pouvoir personnel.

On connaît l'issue politique. La gauche ira à cette élection divisée, avec Duclos pour le Pcf qui recueillera 21,5% des suffrages, Deferre pour la Sfiq qui recueillera 5%, Rocard pour le Psu, qui recueillera 3,7%. Une partie importante des voix qui s'étaient portées sur Mitterrand en 1965, se reportera sur Poher qui recueillera 23%, loin derrière Pompidou . Au second tour il n'y aura que 64% de votants et Pompidou sera élu avec 57,5% des exprimés, mais seulement 37% des inscrits.

Les années 70

Une situation nouvelle va s'ouvrir, marquée à la fois par la volonté du nouveau Pouvoir de prendre sa revanche sur le mouvement de 1968 et par la nécessité dans le même temps de tenir compte des aspirations nouvelles qui s'y étaient révélées . Ce sera le thème de la "Nouvelle société" et des "contrats de progrès " que le nouveau Premier ministre, Chaban Delmas, s'efforcera de mettre en œuvre.

Les mobilisations qui se sont développées dans la période, obligeront les employeurs, privés et publics, à abandonner les tentatives d'assortir la politique contractuelle de clauses anti-grèves et à accepter des formes d'indexation des salaires sur les prix.

La Cgt et la Cfdt rendront publique en décembre 1970 une plate-forme revendicative commune ; la Cfdt se prononcera à son Congrès de mai 70 pour un " *socialisme autogestionnaire* " et précisera , en octobre 71, ses propositions en ce sens ; de son côté, la Cgt popularisera dans une série d'articles publiés dans la Vie ouvrière ses " *thèmes de réflexion sur les perspectives du socialisme en France et le rôle des syndicats*".

Ce bouillonnement d'idées, la combativité des salariés sur le terrain, et bien entendu les leçons des récents échecs électoraux de la gauche, contribueront à la réalisation d'un programme commun de gouvernement entre le nouveau Parti socialiste et le Pcf, avec le soutien d'une partie des radicaux.

La Cgt saluera l'événement, estimera que son contenu correspondait pour l'essentiel aux objectifs de son propre programme, rappellera qu'elle avait contribué à son élaboration à l'occasion de plusieurs rencontres avec chacun des deux grands partis de gauche, s'engagera à participer activement à la lutte pour le faire triompher et appellera à la réalisation d'un front syndical commun, à la fois pour la défense des revendications immédiates des travailleurs et pour la réalisation de leurs aspirations fondamentales.

La Cfdt fera part de ses réserves sur le contenu – elle lui reprochera notamment de ne pas aller assez loin dans la voie du socialisme autogestionnaire qu'elle préconisait - et elle refusera, dans un premier temps, de le soutenir.

Quant à la Fen, tout en saluant l'unité réalisée et en soulignant sa portée, elle refusera, par souci disait-elle de préserver son indépendance, de porter appréciation sur son contenu, y compris dans le domaine de l'éducation " *pour ne pas se lier à un programme politique dont elle serait en partie responsable de l'application*" et pour " *ne pas mettre sur la place publique des divergences qui pourraient apporter de l'eau au moulin de ses adversaires*". Je rappelle pour mémoire que le Programme commun ne reprenait pas à son compte les propositions du Sni et de la Fen, notamment concernant la formation des maîtres de l'école élémentaire et du 1^{er} cycle.

Pour sa part Unité et action, qui dès le Congrès Fen de 1965 et dans tous les Congrès qui ont suivi, souhaitait que la Fen contribue dans le cadre de ses responsabilités syndicales à " *un accord politique des partis de gauche sur un programme de gouvernement ouvrant des perspectives de changements*", insistera sur la portée historique de l'événement et publiera intégralement dans le numéro de juillet 1972 de sa revue, la partie " éducation " du programme commun.

L'existence de cet accord va avoir des conséquences politiques considérables. Ca va être l'abandon des thèmes de la "Nouvelle société", le remplacement de Chaban Delmas par Messmer, une mobilisation sans précédent des partis de droite, du pouvoir politique, du patronat, pour en dénigrer le contenu et, à la veille des législatives de mars 73, toute une série de promesses dont la plupart ne seront pas tenues, avec le slogan lancé par Messmer à Provins, "*le changement, c'est nous.*"

La Cgt, mais aussi la Cfdt, appelleront ouvertement à assurer le succès, à ces législatives, des forces regroupées autour du programme commun ; la Fen le fera de façon moins explicite dans un texte d'ailleurs adopté à la quasi unanimité, mais ne faisant pas référence au programme commun.

La coalition des partis de droite l'emportera de justesse, avec au second tour, seulement 40 000 voix de plus que les partis unis autour du programme commun. La gauche gagnera 85 sièges, la droite en perdra 97, mais, compte tenu du découpage électoral, conservera une majorité parlementaire confortable.

Les mouvements revendicatifs s'en trouveront dynamisés, dans le public comme dans le privé, d'autant plus que le Gouvernement va poursuivre, et même aggraver après la crise pétrolière de l'automne 73, sa politique antisociale.

Et puis Pompidou meurt en avril 74 et une élection présidentielle va avoir lieu en mai. Le Pcf, le Ps, le Psu se mettront d'accord pour présenter dès le 1^{er} tour un candidat commun, François Mitterrand, avec l'engagement que s'il était élu, le programme commun serait appliqué.

La Fen, la Cgt, la Cfdt se prononceront clairement pour la victoire du candidat de la gauche et participeront même à Lyon, entre les deux tours, à un meeting aux côtés des représentants des partis de gauche. Unité et action estimera que, dans ces circonstances, la Fen avait bien assumé ses responsabilités.

Giscard l'emportera quand même, au second tour, d'extrême justesse, avec 50,80 % des exprimés, et un taux de participation record (86%)

Ces résultats vont avoir des effets positifs sur le mouvement syndical. Dès juin 74, la Cgt et la Cfdt vont renforcer leur pacte d'unité d'action. Dans une déclaration commune, à la rentrée 74, la Fen, la Cgt, et la Cfdt exprimeront ensemble leur refus de " *laisser les travailleurs faire les frais de l'inflation*" et leur détermination à " *amplifier les luttes pour répondre à la gravité de la situation*". Les tensions qui s'étaient développées, dans la Fen avec le " manifeste" du Congrès de novembre 73 (1) , dans le Sni avec les accusations répétées d'activité fractionnelle à l'encontre de militants Unité et action, vont laisser place pour un temps à un climat plus serein qui débouchera sur des actions décidées en commun face aux projets de réformes éducatives annoncées par le Ministre de l'époque, René Haby. Compte tenu de la campagne d'intoxication menée par le Pouvoir Giscardien pour faire accepter les mesures d'austérité au nom des contraintes économiques, les partis de gauche tiendront ensemble, en 1975, une centaine de meetings pour combattre l'idée de la fatalité de la crise et souligneront, en décembre 1975 dans une déclaration commune appuyée par la Cgt, la Cfdt et la Fen, la responsabilité du Gouvernement dans les difficultés du pays.

Mais la dégradation de la situation économique , les plans successifs d'austérité mis en place d'abord par le gouvernement Chirac puis par le Gouvernement Barre, la multiplication des licenciements et l'accroissement rapide du chômage, pèseront sur l'opinion, émuosseront la combativité des salariés, conduiront nombre d'organisations syndicales, dont la Fen, à en rabattre sur leurs exigences et à préconiser des mesures d'adaptation .

Ce climat obèrera, pour une part, les discussions menées en 1977 entre les partis politiques de gauche sur l'actualisation du programme commun, qui achopperont en septembre sur la question des nationalisations.

Au lendemain de cette rupture, Unité et action estimera que " *les débats sur l'actualisation du programme commun concernent le mouvement syndical dans la mesure où ce qui est en cause ce sont les conditions permettant la satisfaction des revendications*", rappellera les positions défendues dans la motion UA pour le Congrès Fen de 1976 sur la nationalisation des secteurs clefs de l'économie, souhaitera que la marche de l'unité reprenne pour des perspectives de changement et non pas pour" *une perspective de gestion de la crise par la gauche*".

La motion d'orientation Unité et action pour le Congrès Fen de février 1978, précisera ses propositions pour une plate-forme syndicale de la Fen, rappellera que la satisfaction durable des revendications nécessite de profonds changements politiques et qu'U et A s'était d'autant plus réjoui de la dynamique unitaire créée par le programme commun qu'il ouvrait une telle perspective, estimera enfin que " *le mouvement syndical a trop souvent fait l'expérience cruelle des promesses non tenues, des programmes non appliqués pour être en droit aujourd'hui de se prononcer sur le contenu même des changements que les partis de gauche se proposent de réaliser.* "

La Fen reprochera publiquement à la Cgt et à la Cfdt de " *s'immiscer sur le fond même des discussions politiques ente les partis de gauche*" (éditorial de l'E.P. du 12 septembre 77), estimera que le Pcf faisait de la surenchère et lui fera porter la responsabilité de la rupture et d'un échec éventuel de la gauche aux législatives de mars 78.

- (1) Le Snes, le Snep, le Snesup, le Sncs, avaient appelé, sous des formes diverses, les personnels relevant de leur champ de responsabilité à participer, le 11 octobre 1973, à une grève Fonction publique pour les salaires lancée par la Cgt, la Cfdt, Fo et à laquelle la Fen avait refusé de s'associer. Ses dirigeants verront là une grave atteinte à "l'unité et à la responsabilité de la Fen" et feront adopter par le Congrès de novembre 1973, un "manifeste", rappelant leur interprétation des règles de vie de la Fédération et menaçant d'exclusion tout syndicat qui, à l'avenir, ne les respecterait pas. Ce texte mis en sommeil pendant 20 ans, sera un des arguments utilisés en 1992 pour justifier l'exclusion du Snes et du Snep.

Au Congrès de Nantes de la Fen, en février 78, André Henry reprendra toutes ces idées et s'efforcera de transposer au plan syndical, les clivages politiques du moment. Cette manœuvre échouera. Toute la presse, ou presque, reconnaîtra qu'Unité et action – dont la diversité, une fois n'est pas coutume, sera soulignée par la plupart des journaux – avait eu le souci de se situer uniquement au plan syndical et que le secrétaire général de la Fen avait peut-être un peu mordu le trait, au point d'ailleurs de susciter quelques remous au sein d'Uid.

La division à gauche pèsera évidemment sur les élections législatives. La gauche recueillera une petite majorité de voix au 1^{er} tour, avec un rééquilibrage au profit du PS qui, pour la première fois aura plus de voix que le Pcf, mais la droite emportera la majorité des sièges au second tour.

Au lendemain de ce second tour, la revue Unité et Action reproduira la motion présentée par ses élus à la CA de la Fen du 23 mars, rappelant les principales revendications immédiates, la nécessité d'organiser l'action syndicale pour les faire aboutir et réaffirmant que leur satisfaction durable et substantielle passait par "*une union solide des forces de gauche, fondée sur la définition claire des objectifs et des moyens sur lesquels peuvent se rassembler et se mobiliser tous ceux qui aspirent au changement.*"

Le Pouvoir Giscardien va se trouver conforté, d'autant plus que l'abandon du programme commun levait, à ses yeux, une hypothèque. Barre est maintenu dans son poste de Premier ministre et il renforcera ses mesures anti-sociales ; le patronat est notamment invité, sous peine de sanctions fiscales, à ne pas aller au delà d'un simple maintien " en moyenne" du pouvoir d'achat des salaires et c'est évidemment cette consigne qui sera mise en œuvre dans la Fonction publique. Des luttes importantes se développeront dans certaines branches professionnelles et notamment dans l'Education nationale, mais l'explosion du chômage, qui a été multiplié par quatre depuis 1974, rend plus difficile l'organisation de mouvements d'ensemble.

C'est l'époque du "recentrage" de la Cfdt. Quant à la Fen, elle cautionnera des accords salariaux dont elle reconnaît elle même qu'ils sont "médiocres", freinera le développement des luttes dans son secteur de responsabilité sans pouvoir pour autant les empêcher, signera un accord sur la formation professionnelle très controversé à l'interne mais qui lui vaudra les applaudissements du Cnfpf. André Henry ira jusqu'à condamner publiquement les grèves organisées en octobre 1980 dans les lycées et les collèges par le Snes et le Snep, avec le Sgen, le Snetp-cgt, le snalc et reprendra à son compte l'accusation de "*grève politique, manipulée par le Parti communiste*", lancée par le Ministre de l'Education, Beullac.

C'est dans ce contexte que se déroulera le 1^{er} tour de l'élection Présidentielle de la fin avril 1981, avec les résultats que vous savez. Dès le lendemain, dans un communiqué, court et sans ambiguïté, aussitôt publié dans sa revue, Unité et action appellera à battre Giscard en votant pour François Mitterrand. Il les appellera dans le même temps à "*poursuivre en toute indépendance l'action syndicale pour faire aboutir les revendications et pour aller vers un véritable changement.*"

Au terme de l'examen de cette période, deux questions peuvent légitimement se poser :

- Unité et action n'a-t-il pas "mordu le trait" et outrepassé sa vocation syndicale en intervenant sur le terrain politique ? Je ne le pense pas. Le contexte de l'époque, le choc provoqué par le bouillonnement de 1968, l'approfondissement de la crise, la gravité des politiques menées, exigeaient du mouvement syndical, sauf à se cantonner dans une fonction réductrice, qu'il pèse en faveur du changement. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait, chacune à sa manière, la Cgt, la Cfdt, la Fen. Quant aux organisations syndicales qui sont restées silencieuses dans cette période, Fo, la Cgc, la Cftc, chacun sait qu'elles n'étaient pas en fait aussi neutres qu'elles voulaient bien le faire paraître

(2) - Unité et action ne s'est-il pas, dans cette période et sur ce terrain, aligné sur les positions du Parti communiste ? Là encore, je dis non. Peut-être y a-t-il eu des dérapages dans telle ou telle composante d'Unité et action, section départementale ou syndicat national : c'est une étude qui mériterait d'être faite . Mais s'agissant du courant de pensée fédéral, 1°) il a toujours déterminé ses positions à l'interne et en toute indépendance ; 2) Ces positions ont parfois été proches de celles du Parti communiste : c'est le cas avant, pendant et après 68 s'agissant du programme commun, à une époque où le parti communiste était le seul parti de gauche à le préconiser ; elles en ont parfois été distinctes : c'est le cas en mai 1981, pour le second tour de l'élection de Mitterrand.

C'est en tout cas mon opinion : elle peut ne pas être partagée . Vous le direz.

L'élection de François Mitterrand, le succès du Parti socialiste aux législatives qui suivront -il dispose à lui seul de la majorité à l'Assemblée nationale-, la mise en place d'un gouvernement faisant leur place aux différentes composantes de la gauche, créent une situation inédite, qui va être pour le mouvement syndical français et notamment pour la Fen et les forces qui la constituent, une épreuve de vérité.

J'aborde donc un nouveau chapitre,

Les années Mitterrand

La situation politique nouvelle suscitera, on s'en souvient, un immense espoir parmi les salariés et notamment dans nos professions.

Les mesures d'urgence prises pour la rentrée 81, les créations d'emplois, l'annonce de réformes ambitieuses, l'amélioration du droit syndical dans la Fonction publique, l'abaissement à 60 ans de l'âge légal pour partir à la retraite, l'engagement d'un programme de nationalisations ..., vont, les premiers mois, conforter la confiance, même si – et Unité et action le dira avec force- les premières dispositions salariales, les insuffisances du budget 82, le rétablissement du 1% "sécu", commencent à susciter quelques inquiétudes.

Mais en février 1982, au moment du Congrès Fen d'Avignon, tout semble encore possible. Dans ses textes, dans ses interventions, Unité et action insistera sur les potentialités de la période, demandera à la Fen d'être plus précise et plus exigeante en matière de revendications et exposera ses propositions en ce sens . Il appellera les personnels à intervenir pour que l'Etat assume pleinement ses responsabilités et pour que le nouveau Pouvoir tienne ses

engagements. Mais il les appellera aussi à prendre en mains, dans leurs pratiques, la transformation de l'Ecole. Le titre de sa résolution générale (" *Avec les syndiqués concrétisons le changement, engageons la construction du socialisme* "), même s'il est révélateur d'illusions, témoigne en même temps de la volonté de ce courant de pensée de tout faire pour que l'expérience engagée réussisse et débouche sur des changements profonds.

Les mesures dites de rigueur annoncées par Delors en mai 82, un an après l'élection présidentielle, vont faire l'effet d'une douche froide. Seules, la Fen et la Cgt dénonceront le blocage des salaires. Fo, et la Cfdt le considéreront comme inévitable compte tenu du contexte économique et ne demanderont sa levée que pour les salaires les plus bas.

Le dispositif salarial et le budget de l'éducation nationale proposés pour 1983 confirmeront que la "rigueur" n'était pas qu'une parenthèse. Dès octobre 1982, à l'occasion d'une journée d'action initiée par le Snes pour peser sur le débat budgétaire, des arrêts de travail et des rassemblements auront lieu dans toute la France, et un million de tracts seront distribués aux familles. Le Snep et le Snesup appelleront à la grève en janvier 83 et le Snes à un rassemblement national. Le Ministre devra enfin ouvrir des négociations, sur d'autres bases que celles qu'il avait initialement prévues.

Dans le même temps, Unité et action multipliera les initiatives – journées d'études, colloques, assises – permettant d'affiner ses propositions pour le système éducatif. Popularisées auprès des personnels, ces propositions seront largement reprises dans les consultations-réflexions organisées par le Ministère Savary dans les écoles et les collèges. De nouvelles actions – grèves et manifestations – vont avoir lieu en mai 83, au moment où le gouvernement lance un nouveau plan de rigueur.

Les ambiguïtés et le manque d'ambition du IX^e Plan, la poursuite de la rigueur budgétaire, l'abandon du principe de l'indexation des salaires sur les prix, les insuffisances et les dangers des premières propositions Savary concernant l'enseignement privé – très en retrait par rapport aux engagements de François Mitterrand - l'écart croissant entre les discours tenus et la réalité des décisions prises, vont conduire tout au long du printemps 84 à la multiplication de grèves dans l'Education, dans la Fonction publique, mais aussi dans les entreprises publiques et privées.

Et puis, pendant l'été 1984, après la forte mobilisation dans la rue des partisans de l'enseignement privé, Mitterrand renonce à l'unification de l'enseignement et met en place un nouveau gouvernement auquel les communistes refuseront de participer.

Si j'ai tenu à rappeler ces évolutions, c'est qu'Unité et action était attendu au tournant. Sur les quatre ministres communistes du gouvernement Mauroy, trois avaient en charge des secteurs qui concernaient directement nos champs de compétence : Le Pors à la Fonction publique, Rigout à la formation professionnelle, Ralite à la santé. Comment Unité et action, que l'on disait si proche des communistes, allait-il se conduire ?

Et bien, Unité et action a appuyé tout ce qui allait dans le bon sens, et s'est élevé contre tout ce qui allait à l'encontre des changements attendus. Ainsi, par exemple, Unité et action a souligné toute la portée des décrets de mai 1982 améliorant le droit syndical dans la Fonction publique et a appelé les collègues à s'en saisir aussitôt pour qu'ils deviennent effectifs ; Mais il a dénoncé les déclarations du Ministre qui, dès sa prise en fonction, reprenait à son compte les thèses de la Fen concernant le "traitement binôme", extrêmement dangereux pour l'unicité

de la grille des salaires des fonctionnaires , comme il a dénoncé, au grand étonnement des dirigeants de la Fen d'ailleurs, les dispositifs salariaux pour 1982 et 1983 qui non seulement ne garantissaient pas le pouvoir d'achat, mais qui de plus introduisaient des mécanismes nouveaux qui allaient conduire à l'abandon de l'indexation .

Certes, Unité et action avait bien conscience des obstacles auchangement mis par le patronat et les forces conservatrices. La grève de l'investissement productif, la fuite des capitaux, la spéculation contre le franc, les pressions économiques et politiques des Etats Unis, l'exploitation des évènements de Pologne pour tenter de briser l'Union de la Gauche, ...n'étaient pas des vues de l'esprit : elles pesaient dans le paysage et Unité et action les a publiquement dénoncées. Mais en même temps, Unité et action s'est efforcé de montrer que la rigueur pour les salariés n'était pas la bonne voie, qu'il fallait s'attaquer aux causes profondes des difficultés économiques et notamment en mettant en cause les gaspillages capitalistes et les gâchis financiers.

Mais, dira-t-on, et la mobilisation, pourquoi a-t-elle tant tardé ? Je l'ai dit, ce qui dominait au début parmi les salariés, et notamment dans notre secteur, c'était la confiance dans l'avenir : donnons au nouveau Pouvoir le temps de faire ses preuves. D'ailleurs l'appel à la grève nationale lancée par les postiers Cfdt en 82, n'a pas été suivi. C'est un des mérites du Snes d'avoir renoué dès octobre 82, et le premier dans nos professions, avec les mobilisations de masse. Et puis les déceptions et les mécontentements vont conduire à des mobilisations de plus en plus importantes. La Fen a d'ailleurs, dans cette période, joué un rôle positif. Certes elle a signé des accords salariaux qui ne garantissaient pas le pouvoir d'achat, certes l'archaïsme de son projet éducatif n'a pas facilité les avancées dans ce domaine, mais sur les grandes questions économiques et sociales, sur les moyens de surmonter les difficultés du moment, elle a défendu des positions qui allaient dans le bon sens, et qui tranchaient, par exemple, avec celles préconisées par la Cfdt. D'ailleurs, à plusieurs reprises, il a été possible, dans les instances de la Fen, d'aboutir à des textes communs Uid-Ua.

La mise en place d'un gouvernement quasi homogène, avec Fabius comme Premier ministre, Chevènement à l'Education, Le Garrec à la Fonction publique ouvre une période nouvelle.

Les forces animées par Unité et action vont maintenir leur orientation, certaines illusions en moins : appuyer ce qui est jugé positif, dénoncer ce qui ne va pas, proposer des alternatives revendicatives, mobiliser les personnels pour les faire aboutir.

Ceux qui vont changer d'attitude, ce sont les dirigeants de la Fen. Au Congrès de Lille, en 1985, Pommatau, dans son discours d'ouverture, insiste lourdement sur les contraintes intérieures et internationales qui limitent la marge de manœuvre du Gouvernement et, tout en critiquant l'abandon laïc, appellera " *à ne pas faire le lit de la droite*", ce qui sera perçu par Unité et action – et quasiment vérifié dans les faits- comme un appel à la pause syndicale jusqu'aux législatives de 1986. Quant à Yannick Simbron, alors rapporteur de la motion d'orientation Uid, il avance l'idée que, compte tenu des contraintes, " *toute action syndicale qui se fixe des objectifs dont les solutions sont hors de la marge, favorise la droite nationale et internationale.*"

Le succès des initiatives des forces animées par Unité et action après le Congrès, finiront par contraindre les dirigeants de la Fen à organiser, fin mai 1985, une manifestation nationale qui comptera dans le paysage. Mais dès la rentrée 85, plus rien. Ce qu'il fallait, c'est dénoncer les dangers de la droite. Unité et action estimera qu'il fallait certes dénoncer les dangers de la

droite, et sa revue analysera ses projets, mais que cela ne devait conduire ni la Fen ni ses syndicats à accepter les dégradations d'aujourd'hui.

Les déceptions et les mécontentements qui sous-tendaient les mouvements sociaux de cette période, déboucheront sur une sanction électorale. En mars 86, la droite redevient majoritaire au Parlement : ce sera la première cohabitation.

Les salaires des fonctionnaires seront aussitôt gelés pour 1986 et le laminage sera poursuivi en 1987, les prélèvements sociaux des salariés seront accrus et les remboursements amputés, les emplois publics seront réduits, y compris dans nos secteurs, des entreprises nationales seront re-privatisées, des réformes rétrogrades seront mises en œuvre dans l'éducation, la recherche, la culture, la santé... qui susciteront des réactions de rejet. Pour m'en tenir à notre seul secteur, chacun a en tête le succès considérable de la grève d'octobre 1986 et de la manifestation du 23 novembre pour améliorer, développer, transformer le système éducatif, la force du mouvement des lycéens et des étudiants pour le retrait du plan Devaquet, la lutte des instituteurs contre le décret Monory sur les maîtres-directeurs, les grèves et les manifestations qui jalonnent toute cette période.

La Fen et le Sni-pegc y prendront leurs responsabilités, mais avec la volonté d'en réduire la portée revendicative, en limitant, voire en tentant de dévoyer leur contenu. Le Congrès Fen de La Rochelle, en février 88, donnera la clé de ce comportement : dans son discours d'ouverture, Yannick Simbron, devenu secrétaire général de la Fen, dessinera les grandes lignes d'un syndicalisme d'intégration et de régulation sociale, laboratoire d'idées, faisant l'impasse sur les revendications, justifiant certaines régressions au nom de la lutte contre les inégalités, considérant les grèves et les manifestations comme des survivances du passé et ayant pour mission essentielle d'aider les salariés à s'adapter aux mutations en cours. La presse ne s'y trompera pas et parlera de " Cfdtisisation " de la Fen.

C'est la même orientation qui traversera le nouveau projet éducatif de la Fen adopté à La Rochelle, pour remplacer l'ancien, dont Pommatau lui-même disait, en 86, qu'il n'était plus, "*ni pertinent ni crédible*." Cette " Ecole de l'an 2000 ", derrière des apparences novatrices, allait en fait sur bien des points au devant des projets Monory et il a vu se dresser contre lui, dans le Congrès et au delà, l'essentiel des syndicats du second degré, du supérieur et de la recherche.

La revalorisation de la fonction enseignante dont la Fen estimait avant La Rochelle qu'elle relevait de la responsabilité de chacun de ses syndicats, deviendra un mandat fédéral . Mais en même temps, le Congrès en sapera les fondements en proposant d'aligner sur le bas les niveaux de recrutement de tous, hors enseignement supérieur, et il fera de cette revalorisation la contrepartie d'un "travailler autrement", que la presse, éclairée par les interviews de Simbron et du rapporteur du thème central du Congrès, traduira par un "travailler plus".

Si je rappelle tout cela, ce n'est pas pour polémiquer, mais parce que, à l'époque, les dirigeants de la Fen – ils l'ont déclaré avant, pendant et après ce Congrès – estimaient qu'il était nécessaire et possible, sur les questions éducatives, de réaliser un consensus gauche-droite, et leur projet éducatif devait-être, en tout cas ils le pensaient, la base de ce consensus.

Pour leur part, les forces animées par Unité et action se sont toujours refusées à élaborer les revendications à partir d'un objectif politique, mais à partir des aspirations exprimées par les personnels. Si ces revendications font consensus au plan politique, tant mieux. Sinon, on mène la bataille syndicale pour les faire prendre en compte.

Enfin, la période de l'immédiat- avant 86 et de cette première cohabitation aura été marquée par des tentatives du Parti communiste et du Parti socialiste d'instrumentaliser le mouvement syndical.

J'ai déjà eu l'occasion de raconter, au cours d'une de nos réunions, les tentatives de la Fédération du PCF de Seine St Denis, de monter par syndicats interposés une provocation devant conduire à des violences policières, quelques semaines avant les législatives, à l'occasion de l'inauguration par le Président de la République des nouveaux locaux du lycée de la Légion d'honneur à St Denis. La presse en avait abondamment parlé et dans " Le Monde", Marcelin Berthelot, le maire de St Denis, avait à juste titre dénoncé cette opération, à laquelle l'Ud Cgt s'était prêtée, contrairement à la Fen 93 qui s'y était refusée. Il n'est pas impossible, mais je laisse le soin aux observateurs de la vie politique française d'apporter éventuellement des précisions à ce sujet, il n'est pas impossible que cette initiative du Pcf local relevait d'une stratégie élaborée à un niveau plus élevé.

Quant au Parti socialiste chacun a en tête, après la victoire de la droite en 1986, les déclarations d'anciens ministres ou de responsables nationaux souhaitant pouvoir disposer à l'avenir de relais dans le mouvement syndical. Le Ps consacrera à la question de ses rapports avec le mouvement syndical une convention nationale, en juin 86, qui débouchera, et c'est heureux, sur des formulations, publiques en tout cas, plus prudentes. Mais le P.S inscrira, de son propre aveu, la grande manifestation pour l'école de novembre 1986, comme un des éléments de sa reconquête du Pouvoir.

C'est dans cette période que la Fen élabore et rend publique sa stratégie de recomposition du mouvement syndical, à l'interne en se proposant de ligoter ou d'exclure les forces animées par Unité et action, à l'externe en se regroupant avec des forces autonomes, voire quand cela deviendra possible avec la Cfdt, en vue de constituer " *un grand syndicat social-démocrate*" pour reprendre les termes mêmes prêtés à Pommatau par l'Afp dans son interview du 7 juin 1986, et qui fut à l'époque largement reprise et commentée dans toute la presse.

Vient la Présidentielle de 1988. Unité et action, dans une déclaration de mars 88, soulignera l'importance de ce scrutin, dénoncera les projets de la droite, réaffirmera ses exigences revendicatives, rappellera que les syndiqués auront à s'exprimer en tant que citoyens en fonction de leurs convictions personnelles, dans leur diversité, mais qu'ils auront en tout état de cause, à intervenir au plan syndical pour peser sur les choix gouvernementaux.

Mitterrand sera réélu, et à l'issue des législatives, un nouveau gouvernement composé de socialistes et de centristes sera mis en place, avec Rocard comme Premier Ministre, Jospin à l'Education, Durafour à la Fonction publique.

L'automne 1988 et l'année 1989 vont être marqués dans l'éducation, la recherche, la culture, par une forte mobilisation des personnels pour leur revalorisation salariale et pour faire prévaloir des solutions de progrès dans le système éducatif, au moment où Lionel Jospin, présentait son projet de "loi d'orientation". Tout au long de cette période, les dirigeants de la Fen et du Sni-pegc apparaîtront aux yeux de la profession et de l'opinion comme s'opposant au développement des luttes revendicatives et comme porteurs d'idées rétrogrades.

Pourtant la situation politique nouvelle semblait devoir ouvrir aux dirigeants de la Fen un "boulevard" pour faire passer dans la vie les orientations du Congrès de La Rochelle. Le

Premier ministre lui-même, présentant en décembre 1988, à Limoges, les grandes lignes de la future loi d'orientation, rendait un hommage appuyé à la Fen et force est de constater que le projet initial s'inspirait fortement des textes adoptés à La Rochelle.

Mais l'ampleur des mobilisations du printemps 1989, où les syndicats d'orientation Unité et Action ont joué un rôle décisif, obligera le Gouvernement à retirer de son texte les aspects les plus dangereux, à introduire des avancées positives, et à aller beaucoup plus loin qu'il ne l'aurait voulu en matière de revalorisation de la fonction enseignante.

A l'automne 1989, ce sera une véritable explosion revendicative parmi les personnels Atoss de l'Education nationale – malgré tous les efforts de la Fen et de ses syndicats concernés pour la contrecarrer – et dans de nombreux autres secteurs de la Fonction publique, rendant incontournable sa revalorisation d'ensemble. C'est ce que sera finalement contraint de faire Durafour, le Ministre de la Fonction publique de l'époque, mais il pourra prendre appui sur le manque d'exigences de la Fen et de l'Uffa-Cfdt pour s'en tirer à coût minimum.

Au terme de ce balayage historique, je dirai que ce qui prouve l'indépendance d'une organisation syndicale, ce ne sont pas ses proclamations, mais ses comportements face aux situations concrètes auxquelles elle est confrontée. Pendant ces deux décennies marquées par d'importantes évolutions politiques, tout confirme, c'est en tout cas mon opinion soumise comme les autres à débat, non pas qu' Unité et action aurait toujours eu raison ou serait en toutes circonstances le meilleur – ce serait présomptueux et faux- mais que sa démarche a toujours été dans cette période, authentiquement syndicale et indépendante.

J'en viens maintenant à ma deuxième partie :

UNITE ET ACTION FACE A LA CONSTRUCTION EUROPEENNE.

C'est un sujet qui, incontestablement, concerne le mouvement syndical et qui dans le même temps pose des questions éminemment politiques, avec des clivages entre souverainistes et partisans d'une intégration progressive qui traversent et la gauche et la droite et qui sont même parfois perceptibles au sein de chaque formation politique. D'où l'intérêt de voir comment Unité et action a appréhendé cette question .

Je rappelle que le processus de construction européenne commence au début des années 50, et que le traité de Rome instituant la Cee date de 1957. Ce traité va se mettre progressivement en place sous de Gaulle, mais compte tenu de ses réticences sur la question européenne, il n'y aura pas d'étape nouvelle. C'est seulement à partir de la Présidence Pompidou, que le processus va s'accélérer et la France en deviendra un des moteurs, avec comme étapes importantes les élargissements successifs qui feront passer de l'Europe des six à l'Europe des quinze, la décision d'élire les représentants au Parlement européen au suffrage universel, l'acte unique de février 1986, le traité de l'Union européenne – Maastricht – de février 1992. Ce sont ces étapes que je me propose de cibler.

Dès le Congrès Fen de 1967, la majorité fédérale, dans sa motion d'orientation, sans se prononcer sur le fond, évoquera la nécessité " *dans le cadre d'une Europe qui devient une réalité*", de " *préparer les voies d'une nécessaire coordination des organisations syndicales nationales des travailleurs.*" En 1969, elle préconisera " *le renforcement de l'action commune*

entre les organisations syndicales enseignantes des six pays, pour défendre les principes communs qui sont les leurs en matière d'éducation."

Conformément à ce mandat, la Fen prendra toute sa part dans la création du Comité syndical européen des enseignants, dont Marangé assurera, un temps, la Présidence.

Rien à dire. C'était, dans l'état de la construction européenne de l'époque, une position bien plus syndicale que celle exprimée au Congrès Fen de 1957, quelques mois après la signature du traité de Rome, estimant que "*l'avenir est dans la formation de grands ensembles où les pays accepteront le principe de supranationalité*"; formulation peut-être prémonitoire et qui contient sans doute une part de vérité, mais qui ne correspondait certainement pas, à l'époque, aux convictions de la masse des personnels. D'ailleurs cette formulation ne se retrouvera plus dans les motions ultérieures.

Et que disent les "unitaires", à cette époque ? Rien. A lire les textes de Congrès de la fin des années 60, ou la revue Unité et action des années 1970 et 1971, on a le sentiment que le Marché commun n'existe pas, ou en tout cas on n'en parle pas. Sous-estimation ? Difficultés à réaliser un consensus interne ? Je m'interroge.

L'organisation par Pompidou, en avril 1972, d'un référendum sur l'élargissement de la Cee à la Grande Bretagne, à l'Irlande, à la Norvège et au Danemark, va obliger tout le monde à s'exprimer.

La Cgt appellera à voter non, le Pcf aussi. La Cfdt appellera à s'abstenir, le PS aussi. Dans mon esprit il ne s'agit pas nécessairement d'un alignement, chacun pouvant avoir pris sa position à partir de sa propre réflexion. Fo ne donnera aucune consigne de vote, tout en rappelant qu'elle était favorable à la construction européenne.

Quant à la Fen, dans un éditorial de l'enseignement public, elle dénoncera le caractère manœuvrier, politicien de ce référendum qualifié d'inutile et "*elle laissera à ses adhérents le soin de se prononcer en toute conscience en leur qualité de citoyen*" ce qui était une façon implicite d'appeler à l'abstention. A la Ca de la Fen qui avait à en débattre, Unité et action estimera que la Fen aurait dû aller plus loin et le texte qu'elle proposera contiendra un appel, implicite lui aussi, à voter non. Mais l'intérêt de ce texte, c'est que pour la première fois, en tout cas à ma connaissance, il aborde la question de fond sous deux aspects :

-1°) opposition à la construction d'une Europe capitaliste.

-2°) souhait de développer avec tous les syndicats concernés des actions pour défendre les travailleurs européens, coordonner leurs luttes, affirmer leurs droits.

Unité et action se réjouira de la création, en 1974, de la Confédération européenne des syndicats, mais dénoncera son refus d'y accepter l'adhésion de la Cgt française, de la Cgt portugaise, des Commissions ouvrières d'Espagne, en raison de l'opposition de certaines confédérations, dont notamment Fo et la Cfdt.

L'approche des premières élections européennes, juin 1979, conduira Unité et action à réaliser dans sa revue plusieurs dossiers, pour informer les militants sur les institutions européennes, faire connaître les décisions qu'elles prennent et qui confortent voire orientent les politiques d'austérité et de restructurations industrielles mises en œuvre en France et dans les autres pays

membres. Face à cette Europe de l'argent, Unité et action insistera sur la nécessité de construire une Europe conforme aux intérêts des travailleurs, dont les contours institutionnels restent à définir et devraient donc faire l'objet de débats. S'interrogeant sur le devenir de la construction européenne, Ua fera publiquement le constat de la diversité des opinions, en son sein, dans la profession et dans le pays, sur des questions aussi importantes que l'élargissement ou l'intégration politique. Il estimera donc que la Fen et ses syndicats devraient respecter cette diversité et s'en tenir à ce qui relève de leur compétence directe : défendre face au gouvernement français et aux institutions européennes les intérêts des salariés qu'ils représentent, développer la concertation et la coopération entre les différents syndicats d'Europe en vue de positions et d'actions communes.

Nouvelles élections européennes en juin 1984. Le Conseil national de la Fen adoptera à la quasi unanimité, un texte élaboré en commun par Uid et par Unité et action, soulignant l'importance de l'enjeu, dénonçant les politiques d'austérité contre les travailleurs et de réduction des dépenses publiques menées dans la plupart des pays européens, souhaitant *"la construction d'une autre Europe, celle du progrès économique et social, des coopérations humaines et culturelles, du respect et de l'extension des droits et des libertés"*, rappelant les principales revendications du moment et se félicitant des luttes engagées dans toute une série de pays d'Europe sur ces bases. Et, en conclusion, ce texte invitait les personnels *"à mettre en concordance leur choix d'électeur et leur engagement syndical pour la satisfaction de leurs revendications et pour la sortie de la crise, en Europe comme en France."*

C'est la même orientation qui sous-tendra les expressions d' Unité et action au moment des européennes de 1989.

Dans les années 70 et jusqu'au milieu des années 80, la revue Unité et action n'évoquait que très rarement les questions européennes .

A partir de 1987, c'est à dire après la signature de l'Acte unique et compte tenu du rôle de plus en plus grand que jouent désormais les institutions européennes pour coordonner et harmoniser les politiques nationales, la revue Unité et action va alerter régulièrement ses militants sur les directives et recommandations prises au niveau européen pouvant avoir des conséquences sur nos professions, et consacrera des dossiers à décrire la diversité des situations en Europe en matière d'éducation, de fonction publique, de protection sociale, de laïcité.

Cette pratique va s'accroître après la signature du traité de Maastricht, en février 92, avec de nombreux dossiers d'information et d'analyse sur le contenu de cette nouvelle étape de la construction européenne et sera développée l'idée que l'Europe est désormais un terrain syndical à investir pour garantir les acquis et faire aboutir les revendications.

Au moment du référendum de septembre 1992 – pour ou contre Maastricht – Unité et action ne donnera aucune consigne de vote, estimant que le choix des collègues relevait de leur responsabilité de citoyen.

Je crois l'avoir démontré, sur la question de l'Europe aussi, il n'y a jamais eu alignement sur telle ou telle position politique, mais démarche syndicale autonome.

Je ne suis pas sûr que les dirigeants de la Fen aient toujours eu le même souci, notamment quand, en 1979, ils publieront deux numéros de "Fen-Infos" consacrés à la construction

européenne, entièrement payés et rédigés par la Cee, avec une présentation du secrétaire général de la Fen, ne prenant aucune distance par rapport à son contenu !

Pour revenir à Unité et action, s'il y a un reproche qui peut lui être fait, c'est me semble-t-il d'avoir un peu tardé à investir ce terrain. Mais il faut aussi reconnaître que jusqu'au début des années 80, les questions posées par la construction européenne étaient très éloignées des préoccupations des personnels.

Bien entendu, le débat était vif, au sein d'Unité et action, entre ceux qui avaient une conception pessimiste de la construction européenne, la considérant comme une machine de guerre contre nos acquis sociaux et comme un instrument de l'hégémonie des Etats Unis, et ceux qui avaient une vision plus optimiste, parce qu'ils prenaient appui sur l'aspiration grandissante, notamment dans nos professions, à tisser des liens entre tous les peuples d'Europe, à pouvoir librement circuler, étudier, travailler dans les différents pays de la communauté, à y développer les échanges et les coopérations économiques, scientifiques, culturelles, scolaires et parce qu'ils étaient confiants dans la combativité des travailleurs .

Ces débats conduiront Unité et action, dès le milieu des années 80, à considérer la situation comme ouverte : face à ceux qui rêvent d'aligner sur le bas garanties et droits sociaux pour maximaliser leurs profits, il est possible, si les salariés s'en mêlent, d'imposer un alignement sur le haut ; face à ceux qui rêvent de décider sans les peuples et contre eux, il est possible si les citoyens s'en mêlent, de démocratiser les institutions européennes et de faire en sorte que leur voix soit entendue. Tel était, alors, le message d'Unité et action.

J'ai la faiblesse de croire que cette position syndicale offensive, a un peu contribué aux évolutions constatées à gauche, aussi bien chez ceux qui avaient une attitude fermée sur l'Europe, que chez ceux qui en avaient une vision idyllique.

UNITE ET ACTION FACE AUX EVOLUTIONS DE LA SITUATION INTERNATIONALE.

Si les expressions publiques d'Unité et action sur les questions européennes ont longtemps été occasionnelles dans les instances de la Fen et dans sa revue, par contre elles sont constantes sur les questions de la Paix et du désarmement.

D'abord parce que, hélas, il y a matière : avant comme après l'effondrement des pays de l'Est, les conflits locaux n'ont jamais cessé, certains risquant même de déboucher sur des conflits généralisés. Ensuite, parce que l'escalade d'armements nucléaires de plus en plus sophistiqués faisait et fait encore peser une menace sur l'existence même de l'humanité. Enfin parce que les personnels, en tant qu'éducateurs ayant en charge des enfants et des jeunes, sont en général sensibilisés sur ces questions.

Pour ne pas trop allonger, je me limiterai à cinq sujets, particulièrement éclairants pour nos travaux : le Vietnam, le Proche Orient, l'Afghanistan, le désarmement, les pays de l'Est.

Le Vietnam.

Pourquoi le Vietnam ? Parce que ce fut la guerre la plus meurtrière de cette période, avec l'horreur de l'utilisation par les américains et contre les populations civiles du napalm, des défoliants, des bombes à billes . Parce qu' aussi, la France était doublement concernée : elle y avait mené un long et douloureux conflit colonial jusqu'en 1954 ; et c'est à Paris que de 1968 à 1973 se sont tenues les négociations entre les belligérants. Mais c'est aussi parce que les positionnements des deux principaux courants de la Fen, vis à vis de ce conflit, sont révélateurs de divergences d'analyse et de comportements.

Dès le Congrès Fen de 1965, la majorité fédérale comme Unité et action, en termes voisins, ont condamné les bombardements américains et demandé leur arrêt immédiat, ont exigé l'ouverture de négociations et exprimé leur solidarité au peuple vietnamien. Mais pour la majorité fédérale de l'époque, ce peuple était victime non pas de l'impérialisme américain, comme il l'avait été peu de temps auparavant du colonialisme français, mais "*de la volonté d'hégémonie des grandes puissances*". Et s'appuyant sur cette analyse, la Fen a longtemps refusé de participer aux protestations de masse qui se sont développées en France comme aux Etats Unis et dans le monde entier, pour la paix au Vietnam.

D'ailleurs je n'arrive pas encore à comprendre le lien entre cette analyse, somme toute discutable, et ce refus d'agir. D'autant plus que le collectif des organisations qui luttaient ensemble contre cette guerre était extrêmement large et que ses initiatives rencontraient un grand écho : la plupart d'entre nous a encore en tête sans doute la puissante manifestation de mai 1970, qui a rassemblé deux cent mille personnes à Vincennes, à l'appel d'une quarantaine d'organisations, dont la Cgt, la Cfdt, le Snesup, le Snes, le Pcf, mais aussi le Psu, la Convention des Institutions républicaines. Ce collectif a d'ailleurs continué à s'élargir ; le PS l'a rejoint en 1971. Composé de 37 organisations au moment de Vincennes, il a fini par en rassembler plus de 50.

Il faudra attendre le Congrès de novembre 1971, six ans après le début de la guerre, pour que la Fen abandonne sa thèse sur la responsabilité conjointe de l'Urss et des Etats-Unis, et surtout, pour qu' elle s'engage dans l'action aux côtés des autres organisations. C'est ainsi que la Fen participera es-qualité à l'Assemblée mondiale pour la Paix et l'indépendance des peuples d'Indochine, qui s'est tenue à Versailles, en février 1972, et elle contribuera pleinement au succès des manifestations organisées à Paris et dans toute la France après la décision de Nixon d'intensifier ses bombardements et d'imposer un blocus des ports vietnamiens. Après la signature du traité de paix, les motions exigeant sa mise en œuvre effective, seront communes.

Le Proche Orient

Là encore, les différences d'analyse et de comportements méritent d'être soulignées, d'autant plus que c'est une situation qui est loin encore d'être réglée, qu'elle est révélatrice de l'incapacité des institutions internationales à faire respecter leurs propres résolutions, et qui, notamment en France, ne laisse personne indifférent et même soulève ici ou là quelques passions.

Je m'en tiendrai à la période ouverte par la guerre des six jours, du 5 au 10 juin 1967.

A la CA de la Fen du 21 juin 1967, donc dans le feu de l'événement, Marangé, secrétaire général à l'époque, met en garde contre toute vision unilatérale, souligne la responsabilité des pays arabes et invite les deux parties à faire des efforts, par la négociation, pour rechercher

des solutions acceptables par tous. L'Ecole émancipée et Unité et action, souligneront le caractère quelque peu partial de cette analyse et Drubay donnera lecture du communiqué élaboré par le Snes, qui commençait lui, par condamner l'agression et qui préconisait la négociation sur la base du droit à l'existence des divers peuples de la région.

Au Congrès Fen qui suivra, Unité et action, dans sa motion d'orientation, estimera que *"l'extinction du foyer de guerre au Moyen Orient doit être obtenue sur la base du droit à l'existence des Etats en présence, du renoncement aux annexions territoriales, du rejet du racisme."*

La majorité fédérale, pour sa part, affirmera comme pour le Vietnam que les peuples de cette région étaient victimes de la volonté d'hégémonie des grandes puissances, et se contentera de souhaiter *" qu' Israël et les Etats Arabes surmontent leurs différends par la négociation et unissent leurs efforts afin de mettre en valeur les territoires qui font l'objet de leur litige"*. C'est à dire qu' elle faisait complètement l'impasse sur les annexions territoriales, très en retrait donc, sur la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu de novembre 1967 !

En octobre 1973 de graves affrontements se produisent entre Israël et les pays arabes, qui vont susciter de vives tensions entre l'Urss et les Usa, et conduire les pays de l'Opep à doubler le prix de leur pétrole.

Dans son texte "droits et libertés" pour le Congrès Fen de novembre 73, Unité et action, prenant appui sur les principes énoncés par l'Onu, estimera que la Fen devrait agir pour *" le respect du droit de l'Etat d'Israël et des Etats arabes à l'existence, à la sécurité et à l'intégrité territoriale, la renonciation à toute annexion territoriale, l'abandon de l'implantation des colonies, la cessation des destructions, expulsions, transferts et déportation des habitants, l'évacuation par Israël des territoires occupés en 1967, le respect des droits nationaux du peuple palestinien, le rejet de toute forme de racisme, la garantie de la liberté de navigation"*. On se croirait en 2001 ! Et ce sont ces idées qui, pendant vingt ans vont sous-tendre les initiatives des forces syndicales animées par Unité et action et les prises de position exprimées dans sa revue.

Le texte Uid, adopté par ce même Congrès, exigera *" la prise en compte de toutes les réalités ethniques, humaines et politiques, la pleine et entière reconnaissance de l'Etat d'Israël, la reconnaissance par tous des droits du peuple palestinien."* Bien. Mais toujours rien sur les territoires occupés. Là encore, la Fen va être en retrait par rapport au Conseil des Ministres des Affaires étrangères de la Cee- ils étaient 9 à l'époque – qui au même moment réclamait l'évacuation par Israël des territoires occupés.

En novembre 1974, Yasser Arafat, qui vient d'être reconnu par les Chefs d'Etats arabes comme seul et légitime représentant du peuple palestinien, est reçu par l'Assemblée Générale de l'Onu qui adopte une résolution reconnaissant le droit des palestiniens à l'indépendance et à la souveraineté nationale et considérant que l'Olp doit être associée comme partie prenante à tout processus de paix. L'Olp sera d'ailleurs admise comme observateur à l'Onu. Israël proteste énergiquement. On comprend. Mais la Fen aussi. On comprend moins bien : au Congrès de 1976, Grenoble, la Fen rappellera ses positions antérieures, continuera à faire le silence sur les territoires occupés et déplorera que l'Onu ait adopté *"une attitude discriminatoire à l'égard d'Israël !"*

Les années 1980 vont être marquées par l'annexion de Jérusalem-Est, puis du Golan, puis par l'entrée d'Israël au Liban, avec des massacres de la population civile dont les plus meurtriers sont les bombardements de Beyrouth – 17 000 morts – et "Sabra et Chatila". La Fen dénoncera les massacres, mais conservera son mandat initial : solution négociée, reconnaissance de l'Etat d'Israël et des droits du peuple palestinien.

Il faudra attendre 1991, Congrès de Clermont-Ferrand qui se tient en pleine guerre du Golfe, pour que dans le texte exprimant sa position sur le conflit en cours, la Fen souligne qu'une des causes de tension dans cette région du monde était la non application des résolutions de l'Onu concernant le problème palestinien et exigeant pour la première fois le respect de toutes les résolutions de l'Onu. Il était devenu difficile de l'exiger pour l'Irak et de ne pas l'exiger pour Israël.

Je m'interroge encore sur les raisons de ce "retard", pour ne pas dire "complaisance". Ce n'est pas un alignement politique. Dès 1972, les partis signataires du programme commun s'engageaient à contribuer au rétablissement de la Paix et de la sécurité au Proche Orient sur la base de la résolution de l' Onu de novembre 1967. Alors ?

L'Afghanistan.

Je rappelle les faits : Avril 78, coup d'Etat en Afghanistan. Le responsable du PC clandestin de ce pays, prend le Pouvoir. Il est renversé en septembre 79 par son Premier Ministre. Trois mois plus tard Babrak Karmal prend à son tour le Pouvoir, avec le soutien militaire de l'Urss qui envoie ses troupes sur le territoire Afghan. Depuis Moscou, Georges Marchais justifiera la présence des troupes soviétiques en Afghanistan. Les tensions est-ouest vont s'en trouver exacerbées, et en France ces évènements vont donner lieu à une puissante campagne anticommuniste .

Le Congrès de la Fen se tient à Toulouse à la fin janvier 1980. On est donc en plein dedans et toute la presse soulignera la virulence des attaques portées par André Henry contre le Parti communiste français, sur la rupture du programme commun et sur l'Afghanistan.

Certains ici s'en souviennent, les débats parmi les délégués Unité et action ont été longs et difficiles mais ils ont fini par déboucher sur un texte de compromis qui dit notamment : "*Nous souhaitons que le peuple Afghan puisse déterminer lui-même et librement ses objectifs et les moyens de les atteindre, ce qui implique à la fois :*

- *l'arrêt des ingérences étrangères en Afghanistan, au Pakistan, dans l'ensemble du moyen et du proche Orient comme de l'Asie centrale ;*
- *le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ."*

Ceux qui espéraient, à la faveur des évènements d'Afghanistan voir éclater le courant de pensée Unité et action, en seront donc pour leurs frais. Sa position ne saurait être assimilable ni à celle du Pcf, ni à celle de la Cgt qui, rendant compte devant la presse d'une délégation de la Confédération envoyée à Kaboul, justifiera de fait l'intervention soviétique. D'ailleurs la presse le soulignera et fera état de la diversité réelle du courant de pensée Unité et action.

Je rappelle, pour être complet, le passage de la résolution générale consacrée à ce sujet et adoptée par le Congrès : "*Comme elle l'a toujours fait en pareille circonstance, la Fen condamne sans restriction l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et exige le retrait immédiat des troupes étrangères de ce pays. "*

Comme on le sait, l'Urss s'enlisera en Afghanistan pendant 10 ans. Les soldats soviétiques et leurs armements partiront en mai 1988. Les Etats-unis et les Etats voisins s'engageront à arrêter les ingérences extérieures. Cet engagement ne sera pas tenu, avec les conséquences que chacun connaît.

Le désarmement.

Alors que les années 70 avaient été marquées par une certaine détente avec la signature des premiers accords sur la limitation des armes stratégiques Salt 1 et Salt 2, les années 80 vont au contraire connaître une accentuation de la course aux armements nucléaires, avec la décision américaine en 1980 de construire la bombe à neutrons et d'implanter en RFA et en Europe occidentale des fusées Pershing et des missiles Cruise. C'est la mise en œuvre de la " doctrine Reagan " visant à faire de l'Europe un bouclier en cas de conflit entre l'Urss et les Usa. En France même, le Président de la République, chef des Armées et responsable de la politique extérieure de la France, s'inscrira dans ce processus : les expérimentations nucléaires vont s'intensifier et on passera de la défense tous azimuts chère au général de Gaulle à l'intégration des fusées françaises dans le dispositif américain.

Cette situation va susciter, dès octobre 1981, de vives réactions dans de nombreux pays d'Europe et surtout en Allemagne et en France :

- 300 000 manifestants en RFA à l'appel notamment de la Gew, le syndicat de l'enseignement, qui s'est prononcé " *pour l'interdiction et la destruction de toutes les armes atomiques, à l'Est comme à l'Ouest et contre le stationnement annoncé de bombes à neutrons, de fusées Pershing et de missiles Cruise* "
- 100 000 manifestants à Paris, à l'appel du Mouvement de la paix avec la participation des forces syndicales animées par Unité et action, sur le thème " *ni Pershing, ni SS 20* "

La Fen sera absente de cette initiative. Interrogé à la Ca de la Fen du 22 octobre 1981, Pommatau essaiera de la justifier, en accusant le Mouvement de la paix de partialité, affirmant qu'il était muet sur l'Afghanistan et très discret sur les fusées soviétiques ; accusations infondées, il suffisait de lire les plate-formes du Mouvement de la Paix pour s'en convaincre. C'était donc un prétexte.

Le Congrès d'Avignon, février 1982, affirmera la doctrine de la Fen sur cette question. La résolution générale Uid adoptée, demande la dissolution de tous les blocs militaires, souligne la nécessité de combattre la course suicidaire aux armements, et exigera un désarmement général, progressif et contrôlé. Parfait. Mais la Fen affirmera " *que la Paix repose d'abord sur l'anéantissement (?) de tous les systèmes oppressifs* " et elle ajoutera : " *C'est le refus de la liberté qui menace la paix.* "

Et au nom de ce mandat la Fen restera absente de toutes les mobilisations de masse qui vont se développer en France comme dans bien d'autres pays en Europe et dans le monde pour peser en faveur du désarmement.

Les militants unité et action, les forces syndicales qu'ils animent, au contraire, tiendront toute leur place dans ces batailles qui vont désormais se conduire en France essentiellement à l'appel de 100 personnalités, d'opinions les plus diverses, qui deviendront bientôt des milliers :

250 000 participants à la Marche sur Paris de juin 1982 et un million de signatures recueillies, 500 000 personnes à la Fête pour la Paix de juin 83, à Vincennes, 300 000 personnes dans les rues de Paris, le 28 octobre 84.

Ces mobilisations, celles de France et celles d'ailleurs, vont entraîner quelques "bougés". Des pourparlers vont s'engager entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, à Genève. L'Onu se prononcera, malgré le vote négatif des Etats-Unis et de la France, pour le gel des armements nucléaires et pour l'arrêt de la mise au point de la bombe à neutrons. Le Conseil œcuménique des Eglises condamnera la production et le déploiement des armes nucléaires et les qualifiera de crimes contre l'humanité. Le Parti social démocrate de RFA se prononcera contre le déploiement des missiles américains en Europe. L'Internationale socialiste se prononcera pour le gel de tous les armements nucléaires.

Mais ces mobilisations et les mouvements d'opinion qu'elles contribuent à créer, ne suffiront pas. En 1984, la Conférence de Genève se sépare sans résultats. Les missiles américains seront déployés en Europe occidentale et l'Union soviétique installera de nouveaux missiles en Rda et en Tchécoslovaquie.

A son Congrès de Lille, en février 1985, la Fen confirmera son mandat d'Avignon et Pommatau reprendra à son compte la formule utilisée par Mitterrand : *" les fusées sont à l'Est et les pacifistes sont à l'Ouest."* En réalité, les fusées étaient, hélas à l'Est et à l'Ouest, et heureusement, il y avait des pacifistes à l'Ouest et à l'Est. Pommatau ira jusqu'à affirmer que les pacifistes *" se servent de la Paix au lieu de la servir."*

La Fen continuera donc à rester en dehors des initiatives multiformes qui vont encore se développer en France et dans le monde, alors même que Reagan annonce à l'automne 1985 son intention de lancer ce qu'il a appelé " la guerre des étoiles" et qu'en France, la droite revenue au Pouvoir adopte une loi de programmation militaire de 500 milliards de francs, destinée à la construction d'une nouvelle génération d'armes nucléaires et à développer la recherche pour la militarisation de l'espace.

"L'appel des 100 " poursuivra son combat : en juin 1985, rassemblements régionaux qui culmineront à Paris et lancement d'une consultation nationale pour la paix ; en 1986 adresse aux enseignants et aux éducateurs pour l'éducation à la paix et organisation d'un festival de la paix en juin ; puissant rassemblement pour la paix, à Paris, en juin 1987.

Mobilisations comparables dans d'autres pays du monde. En février 1987, la Confédération européenne des Syndicats fait le choix du désarmement. Elle se prononcera pour l'arrêt de tous les essais nucléaires et s'adressera en ce sens aux gouvernements français et britannique. Elle se prononcera pour l'élimination de toutes les armes nucléaires, chimiques ou biologiques braquées sur l'Europe ou déployées en Europe, pour la réduction des armes conventionnelles, pour le renoncement aux armes déployées dans l'espace.

Ces mobilisations et ces prises de position vont faire bouger les choses, et en octobre 1987, les soviétiques et les américains décideront – décision historique – de détruire Pershing et SS 20 et d'engager un processus négocié et contrôlé de désarmement.

Trois mois plus tard, au Congrès de La Rochelle, Simbron se réjouira, c'était la moindre des choses, du processus engagé, mais il affirmera que demander " *l'arrêt des essais nucléaires français n'est pas le fait d'un syndicalisme authentique*" et il fustigera les pacifistes français, les traitant " *d'utopistes* " et considérant qu'ils étaient " *manipulés*".

Au delà des propos méprisants, ce refus d'agir pour le désarmement qui, pourtant, était et restait un mandat de la Fen, cette obstination non seulement à rester sur la touche mais à essayer de freiner la participation de nos professions aux actions pour la paix, a quelque chose de désolant.

Ce qui me réjouit par contre, c'est que ces efforts resteront vains : le mouvement, dynamisé par les premiers succès remportés, se poursuivra. Rencontre internationale des mouvements de la paix dans leur diversité, appels de scientifiques et d'intellectuels du monde entier, appel de chefs d'Etat occidentaux en faveur d'un arrêt immédiat et général des essais d'armes nucléaires .

D'ailleurs dès mars 88, un mois seulement après le Congrès de La Rochelle, le Bureau national du Sni-pegc, unanime, appellera " *ses sections départementales, ses militants, les éducateurs, à faire pression sur le gouvernement français pour qu'il s'engage dans la voie du désarmement, de l'arrêt des essais nucléaires, de la réduction des dépenses militaires.*"

"L'appel des cent" poursuivra ses initiatives en 88 et en 89, et l'enseignement à la paix prendra une nouvelle dimension, pour une large part grâce à l'investissement militant de nombreux collègues se réclamant par ailleurs d'Unité et action.

Tout au long de cette période, les dirigeants de la Fen étaient sans doute guidés par la conviction, que face à l'Union soviétique considérée désormais comme un Etat totalitaire, un "Empire du mal" inamendable, seul l'équilibre de la terreur pouvait préserver la paix. Rappelez-vous la motion d'Avignon, le terme "d'anéantissement" n'était pas, selon moi, qu'un lapsus . Mais peut-être suis-je dans l'erreur.

En tout cas, Unité et action, lui, n'a été guidé par aucune surdétermination politique. Ses militants, dans leur diversité et les structures syndicales qu'ils animent se sont tout naturellement inscrits dans une tradition pacifiste fortement ancrée dans nos professions et qui remonte à loin.

Les pays de l'Est .

Au Congrès Fen de 1956, qui se tenait quelques jours après l'intervention des chars soviétiques à Budapest, Georges Fournial, sans concertation avec quiconque, s'était prononcé à la tribune pour que la Fédération " *approuve*" cette intervention. Il a évidemment déclenché d'importants remous dans la salle, y compris chez les "unitaires" qui étaient nombreux à ne partager ni sa démarche, ni son contenu.

A la fin des années 60, donc la période dont je traite, une telle démarche est devenue inconcevable. D'abord parce que les esprits ont évolué. Les communistes n'en sont plus à la thèse du soutien inconditionnel à l'Union soviétique, même si à l'époque, il y avait encore de beaux restes. Mais surtout parce qu'on est dans la phase de construction du courant fédéral.

- les militants qui animent désormais des syndicats nationaux et de nombreuses sections départementales doivent nécessairement, quelles que soient par ailleurs leurs opinions personnelles, être porteurs de positions acceptables par la majorité des personnels qu'ils représentent.
- les instances de la Fen – commissions administratives et congrès- sont préparées et les positions retenues sont toujours – sous peine d'éclatement – le fruit d'un compromis entre les sensibilités diverses qui constituent Unité et action.

C'est pourquoi Ua condamnera l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 68, dénoncera les procès politiques intentés en Tchécoslovaquie et à Moscou, en liaison avec cette intervention, et d'une façon générale les violations des libertés individuelles et collectives qui surviennent dans des pays socialistes : détentions sans jugement, procès d'opinion, substitution de mesures répressives ou administratives au nécessaire débat d'idées.

Sur tous les cas concrets, les forces syndicales animées par Unité et action, ne se contenteront pas de parler : elles interviendront auprès des ambassades ou des Etats concernés, feront connaître aux syndicalistes de ces pays leur position et leur demanderont d'intervenir auprès de leur Pouvoir politique , participeront à la solidarité

Unité et action, comme la Fen d'ailleurs, sera particulièrement attentive à la répression exercée contre des travailleurs en lutte ou contre leurs organisations syndicales, comme celle qui eut lieu en Pologne en 1970 et qui fit 40 morts, ou toujours en Pologne, à la fin 1981, quand est décrété l'état de siège, avec suspension des libertés civiles et syndicales, arrestation et condamnation de militants à des peines de prison. Unité et action appellera aux manifestations de solidarité organisées sur cette question le 14 décembre 1981 et à l'arrêt de travail du 21 décembre. Je rappelle pour mémoire que la Cgt et le Pcf avaient refusé de s'y associer.

Il suffit de comparer les expressions, les comportements, les initiatives des uns et des autres, au cas par cas, pour constater qu'il n'y a pas eu, sur ces questions non plus, alignement sur le Pcf.

Mais il ne suffit pas de dire cela. Force est de constater en effet qu'il n'y avait pas identité de vue sur ces questions entre Unité et action et Uid. C'est pourquoi les textes communs ont été rares, alors même que les formulations étaient souvent assez proches.

Unité et action invoquait deux raisons :

- 1°) la propension d'Uid à être bien plus attentive à la défense des libertés dans les pays de l'Est que dans les autres pays du monde et parfois même qu'en France. A relire comme je l'ai fait les textes de Congrès et les comptes-rendus des instances délibératives de la Fen, je dois dire que cet argument ne me semble vraiment fondé qu'à partir des années 80. Je ne dis pas cela pour faire plaisir à Astre, qui à l'époque avait ce dossier en charge, mais parce que je le pense vraiment.
- 2°) le souci de trouver des formulations qui ne puissent pas être récupérées par les forces de droite pour remettre en cause l'idée même de socialisme.

Mais si on gratte un peu, on voit bien que derrière ces arguments il y a l'appréciation que les uns et les autres portent sur la réalité des pays de l'Est. Pour Unité et action, qui l'écrira dans une tribune de discussion sur les droits de l'homme publiée par "l'Enseignement public" de mai 1980, ces pays "*cherchent à construire le socialisme et contribuent au succès de tous ceux qui dans le monde luttent pour mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme*". Raison de plus disait ce texte pour dénoncer les atteintes aux libertés et les interventions à l'étranger qui "*heurtent les convictions et les aspirations de tous ceux pour qui le socialisme implique une conquête des libertés et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*".

Naïveté, illusions diront certains à la lumière de la situation d'aujourd'hui. Peut-être. Mais en 1976, quatre ans plus tôt donc, la résolution générale présentée par la majorité fédérale et adoptée par le Congrès de Grenoble, affirmait dans un paragraphe traitant des libertés dans "*les pays non capitalistes*" : "*les transformations économiques, sociales, scolaires de l'Union soviétique réalisées grâce à l'élimination du régime capitaliste constituent une réalité historique que la Fen prend entièrement en compte. Mais cela ne saurait conduire le mouvement syndical à admettre la violation dans ce pays et dans les démocraties populaires des droits et libertés fondamentaux qui constituent l'essence même du socialisme.*" Donc si naïveté et illusions il y avait, elles étaient partagées dans la Fen bien au delà d'Unité et action.

On sait où le déficit démocratique, les contresens économiques et l'incapacité du mouvement syndical à jouer pleinement son rôle, ont conduit les pays qui se réclamaient du socialisme. Et la question qui est aujourd'hui posée au mouvement syndical, aux forces de progrès, en France comme ailleurs, c'est me semble-t-il comment tirer les leçons de ce passé pour faire prévaloir un mode de développement qui permette d'extirper les tares du capitalisme. Vaste chantier qui n'en est qu'à ses débuts.

EN GUISE DE CONCLUSION.

Je voudrais pour conclure vous faire part d'une réflexion .

Je me suis longtemps interrogé sur les raisons qui conduisaient la plupart des journalistes à lier étroitement Unité et action et Parti communiste. Qu'est-ce qui dans notre comportement pouvait accréditer cette assimilation ?

La composition de notre collectif national ? Certes il y a des communistes à Unité et action, mais il y a aussi des non-communistes, des militants qui ont fait d'autres choix politiques ou qui n'en ont fait aucun. Et ceux qui sont communistes n'ont pas accédé à des responsabilités syndicales parce qu'ils étaient communistes, mais parce qu'ils y ont été portés par les syndiqués, sur la base de leur activité syndicale. D'ailleurs beaucoup sont devenus communistes bien après leur engagement syndical. Et ceux d'entre eux qui ont été amenés pour des raisons qui les regardent à quitter le parti communiste, n'ont pas pour autant été écartés de leurs responsabilités syndicales.

Notre programme revendicatif ? Notre plate-forme fonction publique, notre projet éducatif s'inspiraient-ils des propositions du Parti communiste ? Non bien sur. D'ailleurs après la signature du programme commun, il n'y aura plus de projet d'école du Parti communiste.

L'activité d'Unité et action et des forces qu'il anime s'inscrivait-elle dans la stratégie du Parti communiste ? Je crois avoir démontré que non.

Alors ? Il y avait bien entendu la campagne permanente menée par la droite sur ce thème pour essayer de discréditer les organisations syndicales combattives et que François de Closets notamment exprimera dans son essai sur la syndicalité. Mais la plupart des journalistes étaient confortés dans cette analyse par le discours que leur tenaient dans le même sens les dirigeants de la Fen, et qu'ils se contentaient le plus souvent de reproduire, sans le moindre examen critique, discours auquel les dirigeants de la Fen croyaient "dur comme fer". Il suffit pour s'en convaincre de lire les circulaires internes du courant de pensée Uid . Je suggère d'ailleurs aux chercheurs qui s'intéressent à l'histoire de la Fen de se les procurer : elles donnent sur l'état d'esprit et sur les intentions des dirigeants de la Fen, un éclairage qui n'apparaît pas toujours si l'on s'en tient aux discours officiels, et aux comptes-rendus des instances de la Fédération.

Une des questions posées dans ces publications, au milieu des années 80, était la suivante : alors que le poids électoral du Parti communiste ne cesse de baisser il n'est pas normal qu' Unité et action puisse conserver son influence, voire progresser, dans la Fen et dans ses syndicats. Questionnement révélateur donc de l'image que les dirigeants de la Fen se faisaient d'Unité et action et qu'ils véhiculaient à l'extérieur; mais en même temps quelle démonstration de sa non-pertinence !

Car l'influence électorale du Parti communiste a continué à baisser, y compris dans nos professions si l'on en croit les enquêtes d'opinion, et c'est le Sni-pegc, à majorité Uid, qui a perdu la moitié de ses effectifs, entre 1973, l'apogée avec 314 000 adhérents, et 1992 : 156 000 adhérents. C'est le Sni qui dans la même période a vu ses résultats aux élections professionnelles passer de 85% en décembre 1972, l'apogée, à 61,8 % en 1990, qui s'effondrera à 36,9% en 1993, après la création du Snuipp puis de la Fsu., et qui est désormais derrière le Snuipp.

Et c'est la Fsu où le poids d'Unité et action est majoritaire qui est devenu la première fédération dans l'enseignement, alors que la Fen est à ce point en perte de vitesse qu'elle a dû abandonner son sigle.

Ces évolutions devraient me semble-t-il faire réfléchir ceux qui prétendent qu'il y avait lien de subordination entre Unité et action et le parti communiste.

Si je devais résumer en deux phrases ce long exposé portant sur les années 70 et 80, je dirais, s'agissant de la période étudiée :

- 1°) Oui, Unité et action, courant syndical, a pris position sur des choix politiques qui engageaient l'avenir de la France, la paix dans le monde, la survie de l'humanité. Ce faisant, Unité et action s'est situé dans le droit fil d'une tradition syndicale ancienne et forte dans notre pays et que la Fen a eu le mérite d'enraciner dans nos professions.
- 2°) On peut juger ces positions pertinentes ou non. Mais, si elles étaient marquées par les débats qui, à chaque période, agitaient la gauche et le pays – et comment aurait-il pu en être autrement - , elles ont toujours été le fruit d'un débat interne, autonome, sans alignement sur quiconque.

